



**Communiqué syndical groupe Ebra**  
**Vendredi 16 février 2024**

## **Ecoutez-nous !**

Le Dauphiné libéré était en grève jeudi 15 février contre les suppressions de postes (26 départs contre 20 titularisations de CDD) et la mise en danger du titre *Vaucluse Matin*.

Nous, syndicats des DNA (SNJ, SNJ-CGT, Filpac-CGT, CFDT), du RL (SNJ-CGT), de LER et VM (Est Media CGT, SNJ), du BJP (SNJ-CGT, SNJ, Filpac-CGT), dénonçons le rabetage des petites structures et des moyens ainsi que les rachats compulsifs de « boîtes » qui font de l'événementiel ou de contenus sans ambition éditoriale.

Nous avons le sentiment que chaque pôle du groupe sert de laboratoire à Ebra pour transformer l'ADN de nos différents titres qui est et doit rester l'information de nos lecteurs.

Nous dénonçons les « nouvelles organisations », la polyvalence à l'extrême imposées aux assistantes de rédaction, secrétaires de rédaction, et rédacteurs, et la disparition des métiers et agences de proximité.

Nous soutenons le mouvement de nos confrères du *Dauphiné Libéré*. Leur situation rejoint le constat dressé déjà au BJP (*Le Bien Public*, *le Journal de Saône et Loire*, *Le Progrès*) lors du mouvement de grève et de la motion de défiance de décembre dernier.

La stratégie de dégradation des conditions de travail, l'impossibilité de faire son métier correctement, les erreurs et errances de nos dirigeants sont aujourd'hui la **marque d'Ebra** dans chacun de nos titres.

Cette stratégie de groupe, appliquée par chaque DG de pôle, doit cesser sans attendre. Nos dirigeants sont seuls responsables du marasme des journaux sur lesquels ils ont la main. Les organisations syndicales ne cessent d'alerter sur les orientations à seule visée financière qui nuisent à la crédibilité de nos titres.

Il est temps d'inverser la tendance : écouter les salariés, les organisations syndicales, travailler ensemble à la remise en selle de notre presse quotidienne régionale et de proximité, afin qu'elle puisse pleinement jouer son rôle démocratique d'information locale vérifiée et de qualité.

Personne, et encore moins la Banque à qui parler, n'a envie de rester dans les mémoires comme celui qui a enterré neuf journaux de presse régionale en vingt ans.

